L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

162 | avril-juin 2002

Questions de monnaie

La dette de Panurge

Sylvain Piron

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/10271>

DOI : 10.4000/lhomme.10271

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

Pagination : 255-270

ISBN : 2-7132-1425-4

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Sylvain Piron, « La dette de Panurge », *L'Homme* [En ligne], 162 | avril-juin 2002, mis en ligne le 03 juillet 2007, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/10271> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.10271>

La dette de Panurge

Sylvain Piron

« ...je me donne à saint Babolin le bon saint en cas
que toute ma vie je n'aye estimé debtes estre comme
une connexion et colligence des cieulx et terre, un
entretènement unique de l'humain lignage – je dis
sans lequel bien tost tous humains periroident – estre
par adventure celle grande âme de l'univers, laquelle
selon les Académiques toute choses vivifie. »

François Rabelais, *Le Tiers Livre*, III

LA PUBLICATION de *La Monnaie souveraine*, ouvrage collectif dirigé par Michel Aglietta et André Orléan, marque un moment important de la réflexion contemporaine sur la monnaie dans les sciences sociales. Depuis une vingtaine d'années, de nombreuses tentatives se sont succédé, cherchant à reprendre la question à nouveaux frais au sein de différentes disciplines et selon des perspectives diverses¹. Les multiples réactions qu'a suscitées la traduction tardive de la *Philosophie de l'argent* de Georg Simmel, en 1987, fournissent une bonne indication de l'intérêt pour la question en France². Dans ce contexte, la singularité du présent livre tient à la conjonction de deux aspects rarement associés : une véritable collaboration pluridisciplinaire d'une part, débouchant, de l'autre, sur des propositions théoriques fortes. C'est d'une recherche menée en commun pendant plusieurs années par des économistes, sociologues, anthropologues, historiens et un psychologue, qu'est issue la dizaine d'études substantielles, souvent de grande qualité, dont se compose le recueil. Elles se trouvent précédés d'un texte introductif, cosigné par l'ensemble des contributeurs, dans lequel sont présentés les principaux résultats de l'enquête et formulées les hypothèses sur lesquelles elle repose. Cette prise de position unanime, jointe aux très nombreux renvois croisés qui lient entre elles les différentes contributions, donne le sentiment d'avoir affaire à une œuvre de pensée aboutie, complexe et cohérente, capable de coordonner les

1. Parmi les économistes, voir Benetti & Cartelier 1980, Servet 1981, Aglietta & Orléan 1982, Bichot 1984, Boyer-Xambeu, Deleplace & Gillard 1986, etc. En anthropologie, voir notamment Crump 1981, Parry & Bloch 1989, Rospabé 1995. Concernant le droit, voir Libchaber 1992. En histoire, l'approche la plus novatrice a été celle de William Reddy (1987). On peut également mentionner les écrits de Jean-Joseph Goux (1973, 1984 et 2000) et les réflexions très neuves qu'apporte, d'un point de vue de linguiste, Clarisse Herrenschmitt (1999).

2. On peut se contenter de renvoyer aux actes du colloque édité par Jean-Marie Baldner et Lucien Gillard (1996) qui rassemble un grand nombre de lectures de Simmel.

À propos de Michel Aglietta & André Orléan, s. dir., *La Monnaie souveraine*. Paris, Éditions Odile Jacob, 1998, 398 p., index.

problématiques et les ressources analytiques propres à chaque discipline pour en faire, par un tour de force supplémentaire, la synthèse.

Interroger ce livre exige donc en premier lieu que l'on éprouve la réussite de ce pari, que l'on juge de l'effort d'éclaircissement conceptuel qui a dû être mené pour permettre une compréhension mutuelle entre les partenaires de l'entreprise – ce qui n'est pas allé sans difficultés, comme le soulignent les deux responsables du projet eux-mêmes (p. 8), et comme l'attestent également de nombreuses discussions rapportées dans la publication des actes du séminaire préparatoire (Aglietta & Orléan 1995). Le vocabulaire commun forgé pour l'occasion a-t-il permis d'élaborer une nouvelle grille d'analyse fructueuse des questions monétaires ? Ou n'a-t-il constitué qu'un terrain d'entente provisoire entre des démarches convergentes dans leurs intentions, mais discordantes quant à leurs prémisses théoriques, au prix du maintien de certaines ambiguïtés ? L'absence, dans le texte introductif, de toute référence qui permettrait d'identifier la provenance des distinctions et des notions mises en œuvre, donnant ainsi l'impression d'une pensée hermétiquement close sur elle-même, peut être pris comme un indice en faveur de l'une ou de l'autre solution. Ce silence n'interdit pas de chercher à repérer l'inspiration ultime de tel ou tel point parmi les thèses collectivement défendues. De la sorte, quelques grandes perspectives se laissent dégager, que l'on passera brièvement en revue.

Le projet lui-même prend sa source dans une critique radicale adressée à la pensée économique, incapable par principe d'accorder à la monnaie autre chose qu'un statut second, dérivé du jeu du marché, et qui ne l'introduit dans l'analyse que pour aussitôt chercher à neutraliser ses effets sur l'équilibre général des relations marchandes, lequel pourrait être idéalement décrit sans monnaie. Les auteurs s'opposent à cette « éviction de la monnaie » pour, à l'inverse, prendre celle-ci comme condition d'intelligibilité de l'économie, logiquement antérieure aux relations de marché et irréductible à ses seules fonctions marchandes. Ces orientations constituaient déjà le ressort intellectuel d'un précédent ouvrage, *La Violence de la monnaie*, publié par Michel Aglietta et André Orléan en 1982, dont le message central tenait en une formule : « la monnaie précède l'économie marchande et la fonde, et non l'inverse » (1982 : 143). Dans les mêmes années, des options voisines étaient partagées par un courant minoritaire d'économistes français qui, se réclamant de Marx et de Keynes (avec des dosages divers selon les auteurs), entendaient dépasser les apories des théories de la valeur en prenant la socialisation monétaire comme point de départ de l'analyse économique³. À titre individuel, les deux responsables de l'ouvrage poursuivent ici l'exploration des mêmes prémisses dans deux directions complémentaires. André Orléan dénonce l'illusion d'une monnaie « autoréférentielle » construite à partir de rapports de type contractuel noués entre les agents économiques en fonction de leurs seules utilités indivi-

3. Une expression synthétique de l'incompatibilité entre les deux approches est fournie par Jean Cartelier (1985).

duelles, pour faire apparaître la dimension collective sur laquelle repose nécessairement l'acceptation de la monnaie. Pour leur part, en lui accordant la valeur d'une institution sociale, Michel Aglietta et Jean Cartelier esquissent une théorie économique de la monnaie, comprise comme « système de paiement », qui permet de penser la combinaison des principes d'autonomie et d'interdépendance constitutifs de l'économie de marché. La loi de l'offre et de la demande suppose en effet que les acteurs interviennent sur le marché de manière décentralisée, tout en subissant collectivement les conséquences globales de ces actions indépendantes. Afin de rendre compte de cette dimension d'interdépendance, les théories classiques et néoclassiques sont contraintes d'introduire une hypothèse supplémentaire, celle du rôle tenu par le « secrétaire du marché » chargé de l'affichage des prix, contradictoire avec le principe de décentralisation initialement posé. En revanche, la monnaie se révèle particulièrement apte à penser une telle forme de coordination, puisque les décisions indépendantes sont soumises à la contrainte globale qu'impose le principe de « règlement des soldes ». Cette critique d'économistes dissidents contre le mythe fondateur de leur propre discipline est porteuse d'un renversement de perspective considérable quant à la définition même du champ économique ; elle a en outre l'intérêt de rendre possible un dialogue entre la « science économique » et les autres sciences sociales en désignant la monnaie comme objet d'étude transversal.

L'« analyse pluridisciplinaire » conduite dans l'ouvrage privilégie la confrontation avec des expériences « lointaines et anciennes ». Sur ce point, la méthode adoptée est très largement inspirée de la sociologie comparatiste de Louis Dumont. Le principe de l'analyse consiste à comparer le rôle assigné à la monnaie au sein du « tout social » de chaque société en confrontant leurs hiérarchies de valeurs respectives. La démarche se révèle assurément fructueuse, en offrant notamment une expression neuve de la monnaie comme « opérateur de l'appartenance sociale » (p. 10). Il faudra pourtant se demander si la mise en œuvre de ce comparatisme ne se paie pas d'un point aveugle. La monnaie paraît en effet conçue dans ce modèle comme un principe anhistorique qui exprimerait toujours un même rapport à la totalité sociale, les variations n'affectant que les modalités de construction de cette totalité. Cet impensé de l'historicité de la monnaie est d'ailleurs expressément revendiqué, à différentes reprises, à travers la volonté d'identifier un « archaïsme » à l'œuvre dans le fait monétaire que la pensée économique serait incapable de saisir.

Les raisons de ce choix s'éclairent davantage à la lumière de la thèse centrale défendue par l'ouvrage. Dans leur volonté d'infirmer la fable d'une genèse marchande de la monnaie, les auteurs ont en effet pris le parti de lui substituer une hypothèse anthropologique fondamentale selon laquelle « la monnaie procède de la dette dans son rapport à la souveraineté » (p. 21). La notion de dette est ici entendue au sens d'une « dette primordiale » ou « dette de vie » ; elle désigne aussi bien la dette d'une société à l'égard des valeurs qui la fondent et qui assurent sa pérennité, que la dette des individus envers le groupe humain dans lequel ils vivent et agissent, la relation d'appartenance qui les constitue comme êtres

sociaux. Conçue en premier lieu en fonction de sociétés « archaïques », cette définition du lien social comme dette conserverait néanmoins sa validité pour décrire des sociétés contemporaines à économie de marché. Il faudrait, pour cela, savoir y reconnaître un dédoublement de la « dette primordiale » en dettes privées et dette sociale. Les dettes privées des agents économiques n'expriment pas que leurs seuls engagements autonomes. Elles forment ensemble une structure globale dont la monnaie, en tant qu'instrument de règlement des dettes, constitue le pivot. Quant à l'antique fonction protectrice et reproductrice de la « dette de vie », elle aurait désormais pris, en inversant son signe, la forme d'une dette sociale de l'État providence envers ses citoyens. Mais, de nouveau, on retrouve la monnaie en clé de voûte de ce système de dettes qu'elle seule est capable d'unifier.

De cette audacieuse tentative d'insérer des formations sociales très diverses dans un même schéma d'ensemble, plusieurs avancées sont à retenir. L'articulation entre dette et monnaie que permet la notion de système de paiement développée par Michel Aglietta et Jean Cartelier représente un apport évident pour la théorie monétaire. D'autre part, il est indéniable que l'idée d'une « dette primordiale » peut être étayée par quelques exemples saisissants, notamment dans la théologie védique de la dette étudiée par Charles Malamoud (1980 ; 1988). La véritable difficulté est plutôt de savoir si ces différentes significations de l'idée de dette, que le sens commun conçoit comme fortement hétérogènes, peuvent à bon droit entrer dans la composition d'une même et unique figure structurale. La confusion que l'on peut soupçonner dans cette mise en série concerne autant les ordres de phénomènes pris en compte que les niveaux d'analyse. Comme j'essaierai de le montrer, ce n'est qu'au prix d'un artifice que l'on peut fondre au sein d'un seul concept une dette ontologique, constitutive de l'être du social, avec les relations empiriques d'endettement qui n'expriment que l'une des modalités des rapports sociaux. Il s'agirait donc, en somme, de reprocher aux auteurs d'avoir abandonné la « fable du troc » pour une nouvelle fable, celle de la dette universelle dont le fameux discours de Panurge à la louange des « presteurs et debtors » peut être pris pour l'archétype, et dont une formulation plus académique a été donnée dans l'Entre-deux-guerres par l'économiste « institutionnaliste » américain John R. Commons (Maucourant 1993), qui inspire ici pour partie la contribution de Bruno Théret. Le sophisme de Panurge consistait à ranger sous le nom de « dettes » toute forme de dépendance ou de besoin mutuel, à l'échelle de l'univers entier ou du microcosme humain, dans une parodie réjouissante des doctrines néo-platoniciennes de la sympathie universelle des éléments ; or, c'est bien un abus de langage de même ordre qui semble être commis dans l'ouvrage. Mais si Panurge avait une excuse fort simple – justifier par l'hyperbole l'état de dettes où l'avait mené sa dilapidation des ressources de la châtellenie de Salmigondis que Pantagruel lui avait confiée –, les auteurs paraissent avoir cédé aux mêmes séductions pour un motif qu'ils n'avouent guère, mais qui se décèle facilement. L'idée de dette pourrait avoir trop bien servi leurs intérêts convergents en leur offrant une figure anthropologique susceptible d'être convertie sans difficulté en un concept économique.

Parler de fable ne revient pas à nier l'importance et l'intérêt des différents thèmes qui sont abordés à l'aide de la notion de dette, bien au contraire. Il s'agit plutôt de suggérer que leur rassemblement en un concept composite a pour effet de brouiller les questions qui auraient pu être posées à l'occasion d'une réflexion comparée sur les phénomènes monétaires inspirée des travaux de Louis Dumont. En cherchant à clarifier les différentes significations agglomérées dans le même terme, on peut identifier sans peine l'élément principal qui fournit l'ossature de la définition de la dette comme lien social. C'est une ossature particulièrement robuste, et dont la validité universelle serait difficilement contestable. Sous le nom de « dette primordiale » est en effet visé, en un premier sens, le principe même de la primauté du social sur les éléments dont il se compose, la dépendance des individus envers la collectivité dans laquelle ils prennent place. Vérité élémentaire du fait social, évidence fondatrice de la possibilité d'une connaissance sociologique, la société est première et c'est en son sein que naissent et se construisent les humains (Dumont 1979 [1966] : 17-22). Mais ce trait, à lui seul, caractéristique de tout groupe humain, est d'une généralité telle qu'il ne dicte aucun mode particulier de formation des rapports sociaux. Donner à cette dépendance le nom de « dette » pour en faire le point d'ancrage structural de la circulation des dettes monétaires constitue donc soit un abus de langage, soit un raccourci saisissant qui demande à être développé.

En laissant de côté cette appellation qui égare davantage qu'elle n'éclaire, il est utile de s'attarder sur le niveau d'analyse ainsi dégagé, puisqu'il nous reconduit au problème central de Louis Dumont : le paradoxe de l'individualisme moderne. L'ensemble des travaux de ce dernier visait à mettre en lumière un grand partage au sein de l'humanité, opposant les civilisations qui reconnaissent la primauté du social comme un « fait de conscience » et se constituent en conséquence sur la base d'une subordination des individus au groupe, selon des formes diverses qui peuvent toutes se ramener à des variantes d'un même principe hiérarchique, et, d'autre part, les sociétés occidentales contemporaines, de principe égalitaire, dont l'« idéologie individualiste » fait procéder la société d'un sujet moral considéré comme premier, autonome et autosuffisant. À la suite de Karl Polanyi (1983 [1944]), Louis Dumont voyait dans la constitution de l'économie en catégorie séparée le moment clé de cette « révolution dans les valeurs », sans s'attacher particulièrement à la question de l'éviction de la monnaie. Le thème aurait toutefois pu former un chapitre supplémentaire d'*Homo aequalis* I, tant la mise en évidence de cette opération permet de saisir l'occultation de l'antériorité du lien social à la faveur de laquelle a pu se dégager l'image d'une socialisation marchande d'individus initialement autosuffisants. Longtemps avant Simmel, Hume (1946 : 638-645) avait parfaitement décrit la nature sociale de la monnaie en la présentant comme une convention destinée à socialiser les passions égoïstes, par l'usage de laquelle chaque individu réaffirme librement son appartenance au groupe social ; la rupture qu'introduit sur ce point Adam Smith avec la perspective tracée par son ami n'en est que plus nette et tranchante. Mais il convient également de rappeler qu'en parallèle à cette exclusion de la monnaie

dans l'économie classique, un courant de pensée, principalement allemand, mais auquel Keynes se rattache expressément, n'a cessé de placer la monnaie au premier plan en la définissant comme une création étatique (Hart 1986). En cherchant à restituer quelque chose de l'antériorité du social que masque l'idéologie individualiste à travers le rôle de la monnaie comme condition nécessaire de l'échange marchand, mais tout en conservant l'idée d'une autonomie de l'ordre économique, Aglietta et Orléan se sont engagés sur une voie étroite, sans doute la seule praticable, qui réclame de se former une vue précise de l'articulation entre l'économique et le politique dans le monde moderne.

Cette séparation fait l'objet d'une contribution spécifique : Bruno Théret l'envisage, d'un point de vue sociologique, comme distanciation entre deux ordres de pratiques qui en viennent à former deux sphères distinctes, mais non étanches l'une à l'autre, puisqu'elles communiquent notamment grâce à la monnaie, entendue comme instrument économique capable d'assurer la convertibilité des flux marchands et fisco-financiers. Dans un autre registre, qui n'est plus celui des pratiques mais celui des principes, cette même question de la séparation des deux ordres revient sans cesse, sans être toujours thématifiée avec la clarté nécessaire. On le repère notamment à travers l'emploi constant du couple de notions « légitimité » et « souveraineté »⁴, qui applique ainsi un vocabulaire spécifiquement politique à un objet dont les auteurs prétendent qu'il demeure pourtant, dans le monde contemporain, d'ordre économique. Ce couple de termes semble devoir être compris comme exprimant les deux aspects complémentaires de l'institution monétaire. La légitimité désigne les raisons pour lesquelles des individus autonomes et rationnels acceptent de faire usage d'un instrument monétaire ; comme le montre André Orléan, cette décision ne peut jamais être rapportée à un simple calcul d'utilité mais doit reposer sur l'adhésion à un projet collectif. Le sens exact accordé à un concept de souveraineté qui « ne se confond nullement avec le pouvoir politique au sens traditionnel » (p. 135) est plus malaisé à saisir, surtout, dans son étrange attribution à la monnaie elle-même qui fait le titre de l'ouvrage. On peut considérer qu'est visé par ce terme l'envers exact de ce que recouvre la notion jumelle, à savoir le fait que la monnaie tire sa légitimité de ce qu'elle est « expression de la société comme totalité » (p. 10). À ce titre, cette « souveraineté » désignerait le processus par lequel s'effectue le bouclage collectif de l'institution monétaire.

Il est difficile de comprendre en quel sens cette souveraineté ne serait pas, essentiellement, d'ordre politique. Si les mots ont un sens, la dimension dans laquelle une collectivité s'exprime en tant que collectivité peut difficilement être dénommée autrement. Mais si les auteurs se refusent à franchir ce pas, c'est qu'ils semblent ne retenir du politique qu'une définition restreinte à la seule question du pouvoir comme rapport de domination (p. 11). Il ne s'agit sans doute que d'une querelle de mot, mais elle a son importance, comme on peut

4. On constate, tout au long de l'ouvrage, un certain flottement dans l'emploi de ces termes, qui sont tantôt associés, tantôt pris comme synonymes. Je donne ici une « interprétation bienveillante » de cet usage.

notamment en juger par l'analyse des questions les plus contemporaines. L'idée d'une souveraineté interne des phénomènes monétaires (ce qu'exprime la formule d'une « monnaie souveraine ») qui s'émanciperait de l'ordre politique par un « transfert symbolique de souveraineté » (p. 150) a pour principal point d'application la question du système monétaire international. La globalisation financière en cours, accomplissant « l'universalité du phénomène monétaire » qui transcende les frontières nationales, appellerait un nouveau mode de régulation dont le but serait d'« isole[r] les décisions de politique monétaire des pressions politiques » (p. 156). La solution proposée par Aglietta et Cartelier pour parvenir à ce but est celle d'« un concert de banques centrales indépendantes [fonctionnant comme] instrument d'une constitution monétaire internationale » (*ibid.*). Outre que cette proposition démontre une grande candeur en matière de politique internationale, en réalité elle ne fait pas sortir du problème politique très classique de la coordination pacifique de puissances souveraines. La globalisation financière n'annonce pas l'avènement d'une monnaie universelle ; elle paraît davantage reconduire, dans de nouvelles sphères, le jeu des différences entre les monnaies. L'indépendance des banques centrales n'a pour sa part provoqué aucun démembrement des souverainetés nationales ; pensons par exemple aux circonstances de l'unification monétaire allemande qui s'est effectuée sur la base d'une parité entre les monnaies, malgré l'avis contraire de la Bundesbank. Pour n'être qu'indirectement soumises au pouvoir exécutif, ces banques centrales n'en demeurent pas moins des institutions strictement politiques. Si l'on veut rendre plus justement compte de leur fonction, il conviendrait de la rapprocher de celle du juge constitutionnel, installé dans une position tierce, entre l'exécutif et le législatif, en garant de la continuité du corps politique et des libertés individuelles. C'est une fonction qui demeure interne à la mise en scène d'une souveraineté politique, indivisible dans son principe, mais qui ne prend forme qu'à la faveur d'une division des instances qui représentent le peuple souverain. La nuance, qui est d'une certaine importance, tient à ce que la reconnaissance d'une valeur de norme constitutionnelle au dogme de la stabilité monétaire dont ces institutions ont la garde ne fait pas l'objet d'un consensus politique aussi évident.

Mais quel que soit le nom que l'on choisisse de donner à cette dimension collective en laquelle se fonde l'institution monétaire, il est patent que celle-ci peut être parfaitement cernée sans qu'il y ait lieu de prononcer à ce sujet le mot de dette. L'emploi du terme est davantage porteur de confusion que de clarification, particulièrement dans la formule d'une « dette de vie », entendue en un sens bien différent de celui que Philippe Rospabé accorde à la même expression en comprenant la monnaie primitive « comme substitut de vie, comme gage par lequel les donneurs de biens s'engagent à rendre une vie pour celle qu'ils ont prise à un autre groupe » (1995 : 30). La formule permet ici de confondre avec le principe même de la primauté du social son déploiement concret dans une série de formations sociales dont l'homogénéité ne paraît guère assurée. Pour le dire le plus

simplement possible, cette notion autorise à circuler indifféremment entre les registres religieux et politiques au nom d'une commune fonction protectrice ou productrice de la vie humaine. Or, les significations que peut prendre la « dette » dans ces différents domaines ne sont pas réductibles l'une à l'autre aussi facilement que l'emploi d'une notion équivoque tend à le suggérer.

On l'a déjà signalé, le principal point d'ancrage de cette construction est fourni par la théologie de la dette exprimée dans le Veda. Cette formulation du lien religieux à l'aide d'une métaphore financière ne constitue pas un cas unique. La religion chinoise emploie un vocabulaire et des gestes plus significatifs encore à l'occasion des offrandes rituelles de monnaies-papier destinées à créditer les comptes individuels ouverts au nom de chacun auprès de la Trésorerie céleste (Hou Ching-Lang 1975). Le christianisme aurait aussi bien pu fournir des éléments de réflexion à travers la problématique du rachat, par le sacrifice divin, de la dette du péché originel. Le cas aurait d'ailleurs permis de montrer plus clairement que la dette religieuse est par nature infinie. Ce n'est sans doute pas un hasard si les expressions théologiques de nombreuses religions de la transcendance emploient le vocabulaire des obligations financières. Mais ce qu'elles thématisent ne mérite d'être proprement nommé « dette » qu'à condition d'entendre le mot avec Marcel Gauchet (1977 ; 1985 : 13-25) qui parle d'une « dette du sens » pour désigner l'infériorité ontologique et la dépendance du monde visible à l'égard d'entités surnaturelles (les ancêtres, les esprits, les dieux).

En écartant une fois encore le vocable, il me semble possible de retrouver, à l'aide d'autres termes, l'essentiel de ce qu'il servait à exprimer. En risquant une formule générale, on peut suggérer que *l'institution de la monnaie procède toujours d'une extériorité* ; elle vient d'ailleurs. Le trait se vérifie dans bien des cas au sens propre : très souvent, les objets monétaires arrivent de l'extérieur du groupe, et l'on connaît le prestige étonnant qui a pu s'attacher à des pièces de monnaie circulant très loin de leur premier lieu d'émission. Mais, plus généralement, la formule signale que la monnaie ne peut être instituée au sein d'un groupe social sans prendre appui sur un tiers extérieur dont elle rend tangible la présence au sein du groupe. Ce tiers peut être aussi bien une extériorité surnaturelle qu'un ailleurs institué par la division politique. Dans l'un et l'autre cas, ce tiers informe les rapports sociaux, mais selon des modalités diverses qu'il importe de distinguer soigneusement, ce que l'englobement de ces dimensions dans une figure unique ne permet pas de faire.

Cette critique du sophisme de la dette fait apparaître une deuxième difficulté de méthode, particulièrement frappante aux yeux de l'historien. Dès le premier paragraphe de l'introduction générale, les auteurs annoncent leur choix d'éclairer « le phénomène monétaire en général » par une approche comparatiste qui est explicitement opposée à une lecture qui prétendrait dérouler une « histoire universelle ». Par cette annonce est initialement postulée l'unité du phénomène monétaire dont la confrontation d'une diversité d'expériences devrait permettre de faire apparaître le principe unique. Le rejet de l'histoire comme dimension explicative pertinente

est un strict corrélat de ce premier postulat ; il semble en effet devoir être compris comme un refus de penser toute discontinuité réelle entre les différentes expériences monétaires. Le traitement réservé à l'« exception moderne », dans laquelle la monnaie semblerait en apparence devenue simple « objet économique », peut confirmer cette impression. Sur ce point, le but de l'enquête est en effet de montrer que la monnaie des sociétés contemporaines ne déroge pas au cadre d'analyse général, et qu'on y décèle encore un « archaïsme » irréductible. L'absence d'une contribution spécifiquement chargée d'éclairer, d'une façon ou d'une autre, la genèse historique de cette exception moderne est peut-être fortuite. L'économie générale de l'ouvrage ne paraît en tout cas guère en souffrir.

Le rôle accordé à l'hypothèse de la « dette de vie » joue naturellement en ce sens ; il me paraît pourtant second par rapport à un choix de méthode plus décisif encore. Celui-ci est clairement énoncé dans une proposition de Daniel de Coppet⁵, sur laquelle André Orléan prend appui, et qu'il est utile de citer intégralement. Ce texte programmatique invitait à « renverser la perspective : se demander non pas si la monnaie 'aré 'aré se conforme ou non à une des définitions possibles de la monnaie moderne, mais plutôt si elle ne révèle pas en celle-ci des propriétés insoupçonnées. Il nous semble en effet que monnaie 'aré 'aré et monnaie moderne sont toutes deux et d'abord *monnaie*. Ce n'est pas tant la monnaie qui est de nature différente, mais tout ce qui l'entoure » (Barraud, Coppet *et al.* 1984 : 507). La proposition, qui annonce très largement le travail collectif mené dans *La Monnaie souveraine*, a pour elle le mérite de la clarté. Elle va bien au-delà du premier principe du comparatisme – ne pas projeter sans critique des conceptions modernes sur les civilisations lointaines – pour annoncer déjà son effet en retour. La comparaison permettrait de dévoiler des vérités cachées de notre propre univers que nous ne saurions comprendre sans elle. En un sens très général, on ne peut qu'acquiescer avec le principe énoncé ; le décentrement du regard offre la meilleure voie pour saisir sa propre singularité. Mais dans le cas présent, le propos paraît grevé d'un impensé qui se révèle particulièrement problématique : quelle peut bien être la nature invariable de cette monnaie que l'immersion dans les contextes sociaux les plus divers n'affecte pas, qui peut demeurer égale à elle-même lorsque « tout ce qui l'entoure » a changé ? La position que je voudrais défendre se situe aux antipodes de ce présupposé d'invariance. Sans récuser le moins du monde la possibilité de penser au sein d'un même cadre conceptuel la diversité des phénomènes monétaires, je voudrais plaider pour la reconnaissance de leur historicité radicale. La monnaie change, et très profondément, en même temps que « tout ce qui l'entoure » ; bien plus, en certains cas, ses transformations internes peuvent être reconnues comme éléments moteurs du changement historique.

Pour reprendre la question à la source, il n'est pas inutile de revenir à Marcel Mauss et sa célèbre « Note de principe sur l'usage de la notion de monnaie » de l'« Essai sur le don » (1950 : 178-179). Contre Simiand et Malinowski qui réclamaient de restreindre l'usage de la notion, Mauss persistait à l'employer pour

5. L'article est cosigné par quatre auteurs, mais on reconnaît sans difficulté dans ce passage la main de Daniel de Coppet.

désigner plus largement des « choses précieuses [qui] peuvent au moins mériter d'être classées dans le même genre [que la monnaie de nos sociétés] ». La formule mérite d'être méditée. Mauss ne méconnaît pas les différences ; il repère des phénomènes *de même genre* qui devraient par conséquent être classés en plusieurs types ou espèces. En conservant cette nuance à l'esprit, on pourra s'accorder à la proposition de Daniel de Coppet. La confrontation avec la monnaie mélanésienne révèle quelque chose de neuf sur la monnaie moderne, au sens où elle enrichit la compréhension du genre commun dont elles font l'une et l'autre partie. Toute la difficulté consiste alors à élaborer une description des traits constitutifs de ce genre commun qui puisse être pensée sans accorder de privilège téléologique à la monnaie moderne. Le véritable renversement de perspective serait à ce prix. Or, c'est un point sur lequel la réflexion anthropologique a constamment buté, sans véritablement parvenir à le dépasser. Avec une remarquable constance, la plupart des tentatives qui se sont succédé depuis Mauss pour donner une caractérisation d'ensemble des monnaies primitives l'ont fait en prenant comme repère – fût-ce pour en critiquer la pertinence – les trois fonctions monétaires (moyen de paiement, unité de mesure et réserve de valeur) que la vulgate de la pensée économique attribue généreusement, et bien malgré lui, à Aristote. Même si, le plus souvent, seule la fonction de moyen de paiement est retenue en dernière instance (par exemple Crump 1981), le seul fait d'employer ce terme, qui véhicule avec lui un biais typiquement moderne, fait courir le risque de lire les transactions monétaires sous le modèle du rapport contractuel privé qu'implique la notion de paiement.

Les difficultés que comportent la définition de la monnaie par ses fonctions économiques ont souvent été critiquées. La meilleure façon de les dépasser ne consiste pas à tenter de dégager d'autres fonctions, si l'on en croit les mises en garde de Jonathan Parry et Maurice Bloch (1989) contre les dangers de préjuger des fonctions symboliques et sociales que peuvent cristalliser les objets monétaires dans différents contextes. La voie que je voudrais explorer – en la soumettant ici, sous une forme très embryonnaire, à la discussion – consisterait à substituer à la définition de la monnaie par ses fonctions une analyse fondée sur les propriétés formelles des systèmes et des objets monétaires. Cette approche présente des affinités avec la compréhension de la monnaie comme « système de paiement », telle que la définissent Aglietta et Cartelier, en signalant bien que sa validité se restreint à la description des seules économies de marché. Pour tenter de constituer un cadre d'analyse plus large, qui permettrait de rendre compte du genre commun dans lequel pourraient entrer les différentes formes monétaires, il me paraît nécessaire de faire porter l'accent sur les objets davantage que sur le système qu'ils forment. Il y a plusieurs motifs à cela. Une raison de fond tient à ce que l'oubli des choses, c'est-à-dire l'indifférence aux différents supports qui se manifeste dans l'analyse formelle d'un « système de paiement », relève d'une forme très particulière de la compréhension de la monnaie qui, par un processus d'abstraction, la conçoit immédiatement comme nombre d'une unité de compte. Partir des choses

mêmes semble constituer un moyen utile de mener une analyse qui ne présuppose pas cette abstraction, caractéristique de la monnaie moderne. Un autre motif, qui est cette fois de méthode, tient à la nature de la recherche engagée, qui voudrait tenter de sérier les dimensions à prendre en compte, et non d'offrir une modélisation achevée ; elle doit donc, pour ce faire, présenter un caractère relativement ouvert. Dans cette optique, le premier but que l'on peut se proposer viserait à esquisser une typologie des formes monétaires qui ne soit pas orientée par notre propre compréhension, ou préconception, de la monnaie.

Pour parvenir à un tel degré d'ignorance du devenir moderne, il convient de mettre entre parenthèses un autre caractère essentiel du phénomène monétaire tel qu'il est familier à nos civilisations et à quelques autres : celui d'appartenir à l'ordre des signes écrits. D'un point de vue numismatique, le trait qui distingue une pièce de monnaie d'une barre ou d'un lingot de métal précieux, fussent-ils estampillés, tient à ce que l'empreinte y recouvre l'ensemble de l'objet (très rapidement, dès le premier monnayage connu en Occident, dans la Lydie du VII^e siècle avant notre ère), à tel point que celui-ci ne devient plus que le support précieux d'une inscription. De façon plus évidente encore, c'est bien l'inscription, manuelle ou mécanique, qui constitue le trait essentiel des différentes monnaies scripturaires. Mais le même aspect se retrouve au principe des supports monétaires contemporains, sous la forme d'une écriture électronique des flux monétaires. Le rapport à l'écrit est si prégnant dans l'ensemble de ces formes qu'il paraît constituer, au sein du genre commun, la différence essentielle d'un type général qui pourrait à son tour être subdivisé en différentes familles.

En laissant donc provisoirement de côté cette dimension, le modèle comparatiste susceptible de rassembler et de confronter l'ensemble des expériences monétaires connues devrait avoir pour but de spécifier leurs différents aspects en des termes qui ne présupposent d'aucune façon des concepts ou des institutions typiquement modernes. Dans cette perspective, pour fournir une grille de déchiffrement de toutes les expériences monétaires concevables, il me semble qu'il y a sens à parler d'une *circulation efficace de choses métaphoriques, numérables et incorruptibles*. Cette définition, précisons-le d'emblée, ne présente qu'une stricte valeur heuristique ; elle n'a d'intérêt qu'à rendre possible le repérage des différentes dimensions du phénomène sur lesquels une comparaison pourrait se révéler instructive.

Je ne peux ici que signaler brièvement certains des questionnements que chacun des termes de cette formule amène à poser. La *circulation*, tout d'abord, traduit le fait que ces choses sont vouées à passer de main en main, et qu'en entrant dans une circulation indéfinie elles peuvent former système. Pour montrer que ce terme échappe à une détermination strictement moderne, on peut rappeler l'importance de la circularité ou de la cyclicité des prestations monétaires dans nombre de sociétés très diverses. À lui seul, cet aspect peut rassembler l'essentiel des interrogations et des curiosités. On se contentera ici de suggérer une question principale qui serait de savoir si la circulation est interne au groupe, ou encore davantage restreinte à certains sous-ensembles définis, ou bien au

contraire si elle concerne en premier lieu des échanges avec d'autres groupes. Il s'agirait alors de comprendre s'il y a scission, passage ou convertibilité entre ces différents espaces sociaux. Ces questions à leur tour impliquent d'identifier la latitude laissée aux individus dans leurs usages de ces choses et, à l'inverse, le degré de prescription auquel obéit leurs emplois.

Le caractère *efficace* de cette circulation signifie que quelque chose s'accomplit, qu'un effet se produit au moment où ces choses changent de situation sociale. Cette précision pourra sembler de peu d'utilité ; elle fixe toutefois une limite nette aux phénomènes considérés (la circulation de la balle dans un jeu, par exemple, ne rentre pas dans ce cadre), et souligne un aspect d'irréversibilité des échanges monétaires que la pensée économique n'est pas toujours en mesure de bien apprécier. Le même trait pourrait également aider à reformuler la très ancienne comparaison entre monnaie et langage, ou plutôt à préciser le fonctionnement du langage monétaire dont la particularité est d'être d'ordre essentiellement performatif. Le questionnement pertinent, sur ce thème, devrait interroger les modalités de l'efficacité, rituelle ou juridique, des différentes circulations envisagées.

Le caractère *métaphorique* des choses considérées voudrait signaler, de la façon la plus neutre qui soit, qu'elles désignent constamment autre chose qu'elles-mêmes, qu'elles sont, comme par principe, porteuses d'un excès de sens. S'il n'y a sans doute pas lieu de chercher à unifier ces significations dans une formule générale, il y aurait lieu d'interroger leur modes de symbolisation. Je n'ai guère besoin d'insister sur la question de la *numérabilité* dans la mesure où l'on dispose de plusieurs réflexions importantes sur ce thème (Codere 1968 ; Crump 1981). Elles demanderaient toutefois à être prolongées à propos du problème de l'abstraction monétaire, mentionné plus haut. Mais c'est une thématique qui exige un examen trop complexe de l'association de l'écriture et de la numération pour que l'on puisse faire davantage que la mentionner ici.

En soulignant enfin que ces choses sont généralement *incorruptibles*, on ne fait que signaler un fait positif. Pour la plupart, les choses considérées sont d'une matière imputrescible qui leur permet de subsister à travers différents emplois. De fait, cristaux, pierres, métaux, perles, coquillages, ossements ou épices ont été parmi les supports privilégiés des différents systèmes monétaires connus. Cependant, il ne s'agit pas de transformer cette observation en un critère normatif qui ferait de ce trait une condition nécessaire pour pouvoir relever du genre commun que l'on tente de définir. On rappellera seulement que ce trait est au fondement de deux des aspects les plus marquants des systèmes monétaires : le caractère indéfini de la circulation et la possibilité d'une accumulation. C'est sur ce dernier thème que je voudrais terminer ce rapide aperçu, puisqu'il me semble constituer un point où se marque clairement une différence cruciale.

La circulation des monnaies 'aré 'aré de l'île de Malaita (îles Salomon) qu'étudie Daniel de Coppet présente un cas exemplaire, mais non unique, de l'interdiction absolue d'accumuler et de conserver des réserves monétaires. Ces brassées de perles signifient la présence des ancêtres à l'intérieur du groupe, la grande affaire étant d'opérer, à l'occasion des rituels funéraires, la conversion des morts récents en mon-

naies qui les font accéder au rang d'ancêtre. L'obligation de relancer la circulation à l'occasion de différents cérémoniels et l'impossibilité d'accumulation qui l'accompagne sont exprimées par le danger de succomber à une maladie mortelle (p. 191). On peut la comprendre comme signifiant l'interdiction que quiconque prenne une position de pouvoir au sein du groupe. En ce sens, la circulation perpétuelle de la monnaie, garante de l'unité sociocosmique du monde 'aré 'aré, mériterait d'être interprétée, à la suite des analyses de Pierre Clastres (1974), comme un dispositif destiné à prévenir l'émergence d'un pouvoir séparé au sein du groupe. À l'inverse, dans les sociétés marquées par la séparation d'un organe de pouvoir, celui-ci se présente comme rupture de la circulation, non seulement du fait qu'il exige un tribut, mais parce qu'il réclame la constitution d'un trésor. Cette figure anthropologique majeure, indissociable de l'idée de royauté et ressort essentiel de la puissance politique, demanderait un intérêt plus poussé. On peut se contenter ici de signaler que la monnaie frappée n'est concevable qu'en fonction d'un trésor initial – et que la forme sous laquelle elle s'est longtemps présentée dans l'Antiquité classique peut effectivement se décrire comme distribution de parcelles du trésor.

Ces remarques, fragmentaires et provisoires, ne visent qu'à rendre sensible un certain nombre de points sur lesquels le présupposé d'une invariance de la monnaie peut être facilement pris en défaut. Elles suggèrent au contraire qu'il est possible et nécessaire de penser, au sein d'un même cadre d'analyse, des discontinuités fortes. Celles qu'introduit, par exemple, l'élément de l'accumulation ou celui de l'inscription sont là pour témoigner qu'une compréhension achevée de la monnaie devrait se soucier non pas de ramener la diversité des visages qu'elle peut prendre à un principe explicatif unique, mais bien plutôt de la saisir dans son histoire interne. Ces deux exemples suffisent en outre à mettre en évidence les deux principaux axes sur lesquels se jouent les ruptures ou les mutations les plus saillantes : le premier concerne l'inscription politique des différentes formes monétaires ; le second est lié à leurs implications cognitives, qui peuvent s'analyser à partir des façons dont elles font jouer l'écriture et la numération. Ce sera l'objet d'un prochain travail que de montrer comment, dans l'Occident médiéval, entre le XIII^e et le XIV^e siècle, une mutation de grande ampleur est intervenue, portant sur l'un et l'autre de ces axes. La signification sociale et la compréhension de la monnaie qui en sont issues ne sont pas sans intérêt pour saisir, à la lumière d'une anthropologie historique des phénomènes monétaires, la genèse historique de la fameuse « révolution des valeurs » de Louis Dumont.

MOTS CLÉS/KEYWORDS : monnaie/*money* – comparatisme/*comparatism* – historicité/*historicity*.

Aglietta, Michel & André Orléan

1982 *La Violence de la monnaie*. Paris, PUF.

Aglietta, Michel & André Orléan, eds

1995 *Légitimité et souveraineté de la monnaie*. Paris, Association d'économie financière.

Baldner, Jean-Marie & Lucien Gillard, eds

1996 *Simmel et les normes sociales*. Paris, L'Harmattan (« Logiques sociales »).

Barraud, Cécile, Daniel de Coppet, André Itéanu & Raymond Jamous

1984 « Des relations et des morts. Quatre sociétés vues sous l'angle des échanges », in Jean-Claude Galey, ed., *Différences, valeurs, hiérarchies*. Paris, Éditions de l'EHESS : 421-520.

Benetti, Carlo & Jean Cartelier

1980 *Marchands, salariat et capitalistes*. Paris, Maspero.

Bichot, Jacques

1984 *Le Nombre organisateur. Huit siècles de monétarisation*. Paris, Économica.

Boyer-Xambeu, Marie-Thérèse, Ghislain Deleplace & Lucien Gillard

1986 *Monnaie privée et pouvoir des Princes. L'économie des relations monétaires à la Renaissance*. Paris, Éditions du CNRS-Presses de la FNSP.

Cartelier, Jean

1985 « Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix », *Économie Appliquée* 38 : 63-82.

Clastres, Pierre

1974 *La Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*. Paris, Éditions de Minuit (« Critique »).

Codere, Helen

1968 « Money-Exchange Systems and a Theory of Money », *Man*, n. s. 3 : 557-577.

Crump, Thomas

1981 *The Phenomenon of Money*. London, Routledge & Kegan Paul.

Dumont, Louis

1979 [1966] *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences humaines »).

1977 *Homo aequalis, I : Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences humaines »).

1991 [1983] *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris, Seuil (« Points Essais »).

Gauchet, Marcel

1977 « La dette du sens et les racines de l'État. Politique de la religion primitive », *Libre 2* : 5-43.

1985 *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences humaines »).

Goux, Jean-Joseph

1973 *Marx, Freud : Économie et symbolique*. Paris, Seuil.

1984 *Les Monnayeurs du langage*. Paris, Galilée (« Débats »).

2000 *Frivolité de la valeur. Essai sur l'imaginaire du capitalisme*. Paris, Blusson.

Hart, Keith

1986 « Heads or Tails ? Two sides of the coin », *Man* 21 : 637-656.

Herrenschmitt, Clarisse

1999 « Écriture, monnaie, réseaux. Inventions des Anciens, inventions des Modernes », *Le Débat* 106 : 37-65.

Hou, Ching-Lang

1975 *Monnaies d'offrande et la notion de trésorerie dans la religion chinoise*. Paris, Collège de France/Institut des Hautes Études Chinoises.

Hume, David

1946 *Traité de la nature humaine. Essai pour introduire la méthode expérimentale dans les sujets moraux*. Trad. A. Leroy. Paris, Aubier.

Libchaber, Rémy

1992 *Recherches sur la monnaie en droit privé*. Paris, Éditions LGDJ.

Malamoud, Charles

1980 « Théologie de la dette dans les Brāhmana », *Puruṣārtha* 4 : *La Dette* : 39-62.

Malamoud, Charles, ed.

1988 *Lien de vie, nœud mortel. Les représentations de la dette en Chine, au Japon et dans le monde indien*. Paris, Éditions de l'EHESS (« Recherches d'histoire en sciences sociales »).

Maucourant, Jérôme

1993 « Au cœur de l'économie politique, la dette. L'approche de John R. Commons », *Revue du M.A.U.S.S.* 2 : 209-218.

Mauss, Marcel

1950 [1924] « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*. Paris, PUF (« Bibliothèque de Sociologie contemporaine »).

Parry, Jonathan & Maurice Bloch, eds

1989 *Money and the Morality of Exchange*. Cambridge, Cambridge University Press.

Polanyi, Karl

1983 [1944] *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des Sciences humaines »).

Reddy, William

1987 *Money and Liberty in Modern Europe. A Critique of Historical Understanding*. Cambridge, Cambridge University Press.

Rospabé, Philippe

1995 *La Dette de vie. Aux origines de la monnaie sauvage*. Paris, La Découverte (« Bibliothèque du M.A.U.S.S. »).

Servet, Jean-Michel

1981 *Genèse des formes et pratiques monétaires*. Thèse de doctorat d'État, Université de Lyon II.

Simiand, François

1934 « La monnaie, réalité sociale », *Annales Sociologiques*, série D : *Sociologie économique* 1 : 1-58.

Simmel, Georg

1987 [1907] *Philosophie de l'argent*. Traduction en français de Sabine Cornille & Philippe Ivernel. Paris, PUF (« Sociologies »).